

L'ONU institue une Journée internationale de réflexion sur le génocide de Srebrenica

ONU, 23 mai 2024

L'Assemblée générale des Nations Unies a désigné jeudi le 11 juillet Journée internationale de réflexion et de commémoration du génocide de Srebrenica en 1995, au cours duquel au moins 8.372 personnes ont été tuées, des milliers de personnes ont été déplacées et des communautés entières ont été détruites.

En adoptant une résolution portant le même titre, l'Assemblée a également demandé au Secrétaire général d'établir un programme de sensibilisation sur le génocide de Srebrenica en préparation du 30e anniversaire l'année prochaine.

Il a en outre condamné toute négation du génocide de Srebrenica en tant qu'événement historique et a appelé les États membres à préserver les faits établis, notamment par le biais de leurs systèmes éducatifs, afin d'empêcher le déni et la déformation ainsi que tout génocide à l'avenir.

Le texte, parrainé par l'Allemagne et le Rwanda, a été adopté par un vote enregistré de 84 pays pour, 19 contre et 68 abstentions.

Le massacre de Srebrenica

Le massacre de Srebrenica a marqué l'un des chapitres les plus sombres de la guerre qui a éclaté après l'éclatement de l'ex-Yougoslavie.

En juillet 1995, l'armée serbe de Bosnie a envahi Srebrenica, qui avait été déclarée zone de sécurité par le Conseil de sécurité, et y a brutalement assassiné des milliers d'hommes et d'adolescents et expulsé 20.000 personnes de la ville.

Une petite unité légèrement armée de soldats de la paix néerlandais, sous le drapeau de l'ONU, n'a pas pu résister aux forces serbes de Bosnie.

Les meurtres brutaux de musulmans bosniaques à Srebrenica par l'armée de la Republika Srpska ont été reconnus comme un acte de génocide par la Cour internationale de Justice (CIJ) ainsi que par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY).

Fermement contre le déni

Volker Türk, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, a salué la résolution comme une « reconnaissance supplémentaire » des victimes et des survivants, ainsi que de leur quête de justice, de vérité et de garanties de non-répétition.

« La résolution est d'autant plus importante compte tenu du révisionnisme persistant, du déni du génocide de Srebrenica et des discours de haine de la part de dirigeants politiques de haut niveau en Bosnie-Herzégovine, ainsi que dans les pays voisins », a-t-il déclaré dans un communiqué.

Il a également souligné la responsabilité des dirigeants politiques de la région d'engager un dialogue constructif pour construire des sociétés pacifiques « où les gens peuvent vivre en toute sécurité et librement, sans discrimination ni peur des conflits et de la violence ».

Allemagne : pour honorer les victimes

Présentant le projet de résolution, Antje Leendertse, Représentante permanente de l'Allemagne auprès de l'ONU, a déclaré que l'initiative visait à honorer les victimes et à soutenir les survivants, « qui continuent de vivre avec les cicatrices de cette période fatidique ».

Le texte s'inspire de la résolution de l'Assemblée générale qui a désigné le 7 avril comme Journée internationale de réflexion sur le génocide de 1994 contre les Tutsi au Rwanda.

« Il souligne également le rôle des tribunaux internationaux dans la lutte contre l'impunité et dans la garantie des responsabilités pour le génocide, et contient des termes contre la négation du génocide et la glorification des auteurs », a-t-elle ajouté.

Elle s'est également prononcée contre les « fausses allégations », affirmant que la résolution « n'est dirigée contre personne ».

« Pas contre la Serbie, un membre apprécié de cette Organisation. Le cas échéant, elle est dirigée contre les auteurs du génocide », a ajouté l'ambassadeur Leendertse. « J'invite donc tout le monde à juger le texte selon ses mérites et à soutenir notre appel à commémorer et à réfléchir sur ce qui s'est passé à Srebrenica il y a près de trente ans ».

Serbie : une boîte de Pandore

Le Président serbe Aleksandar Vučić a qualifié le texte de « hautement politisé », affirmant qu'il « ouvrirait la boîte de Pandore ».

Le projet de résolution « a été caché » par ses auteurs, a-t-il déclaré, ajoutant qu'il manquait un processus inclusif par rapport à « la résolution pour le Rwanda », qui a été préparée de « manière très transparente ».

Il a rappelé les discussions sur la question au Conseil de sécurité en mars.

« Lorsque nous avons voulu discuter du bombardement de la Serbie en 1999, ils nous ont dit : 'Ne regardez pas le passé, regardez l'avenir – cela s'est produit il y a 25 ans'. Deux jours plus tard, nous avons découvert qu'ils préparaient ce genre de résolution concernant des événements même quatre ans avant [1999] », a-t-il dit. « Lorsqu'ils ont des besoins – des besoins politiques, ils peuvent plonger profondément dans le passé. Quand quelqu'un d'autre fait référence au passé, dans ce cas, les faits n'ont pas d'importance ».

Avec des verdicts et des condamnations déjà prononcés dans le cadre du processus judiciaire, la résolution ne ferait désormais qu'aggraver les divisions et conduire à l'instabilité, a ajouté le Président Vučić.

« Il ne s'agit pas de réconciliation, ni de souvenirs, c'est quelque chose qui ne fera qu'ouvrir une vieille blessure et créer un chaos politique total. Pas seulement dans notre région, mais même ici, dans cette salle », a-t-il soutenu.